

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 20/01/2022 de l'établissement CARRIERE DE CLUIS implanté Les Bégeaudes - La Bouige - La Grange 36340 MOUHERS, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites » rappelés ci-après, l'exploitant doit, **dans les délais précisés**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.):

- nom : Impacts sur le milieu naturel Mesures de réduction de l'impact - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016 article : 2.1.2.2, délai : 2 mois à compter de la date du rapport d'inspection
- nom : Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016 article : 2.1.2.4, délai : 2 mois à compter de la date du rapport d'inspection

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 26/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERE DE CLUIS

Les Bégeaudes - La Bouïge - La Grange

36340 MOUHERS

Références : Insp 2022 carrière de Cluis

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement CARRIERE DE CLUIS implanté Les Bégeaudes - La Bouïge - La Grange 36340 MOUHERS. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection annuelle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE CLUIS
- Les Bégeaudes - La Bouïge - La Grange 36340 MOUHERS
- Code AIOT dans GUN : 0010002808
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

Carrière de leptynite et d'amphibolite avec une production maximale autorisée de 800 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 4 mars 2021,
- dispositions relatives aux mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Impacts sur le milieu naturel Mesures de réduction de l'impact	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.2	/	
Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.4	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 6.2 .2	Réponse de l'exploitant en date du 17 mai 2021	
Stockage de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5	Réponse de l'exploitant en date du 17 mai 2021	
Impacts sur le milieu naturel Mesures d'évitement	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.1	/	
Impacts sur le milieu naturel Mesures de compensation	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.3	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 2 non-conformités (les mesures nécessaires visant à éviter l'expansion de la Renouée du Japon et la restauration de l'ancienne plate forme en paririe). Elles sont susceptibles de porter atteinte à la protection de l'environnement et/ou à la maîtrise des risques.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 6.2 .2
Prescription contrôlée : Résultats des dernières mesures d'urgence des niveaux acoustiques.
Constats : Au vu des dispositions mises en place par l'exploitant (consigne pour l'arrêt des moteurs des camions en stationnement devant l'entrée du site), l'inspection des installations classées considère que les valeurs limites d'urgence étaient respectées les jours des mesures des émissions sonores.
Observations : Les dernières mesures des émissions sonores ont été réalisées le 13 avril 2021 et complétées le 6 juillet 2021 (suite à une panne de l'installation de traitement des matériaux survenue le 13 avril 2021) pendant la période nocturne (5h30 à 7h) et pendant la période diurne (9h à 13h30). Les mesures pendant la période nocturne avaient été demandées par l'inspection des installations classées suite à une plainte d'un riverain qui se plaignait de nuisances sonores entre 5h30 et 7 heures. Le riverain avait été informé de cette demande par courrier préfectoral du 10 octobre 2019. Les résultats montrent un dépassement en urgence pendant la période nocturne sur le point de mesure n°2 (entrée du site). Le bureau d'études ECE qui a réalisé les mesures précise que ce dépassement est dû à la présence d'un camion stationné devant le portail d'entrée avec le moteur tournant. L'exploitant a mis en place une consigne à l'attention des conducteurs de camions. Cette consigne précise que les moteurs doivent être arrêtés pendant le stationnement et elle est affichée sur le portail d'entrée du site. Lors de la dernière commission de suivi de site, qui s'est déroulée le 21 juillet 2021, l'exploitant avait fait part des résultats de cette campagne de mesures et s'était engagé à mettre en place cette consigne à l'attention des conducteurs de camions. Le riverain qui avait émis la plainte pour nuisance sonore était présent à cette commission de suivi de site et n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'état des stocks des produits dangereux est en place.
Observations : Il avait été constaté lors de la visite d'inspection du 4 mars 2021 qu'aucun état indiquant la nature et la quantité de produits dangereux stockés n'était en place. Un registre a été mis en place et est tenu à jour. La dernière information qui a été portée sur le registre le 10/11/2021 mentionne que le stock d'émulsion est à 0. Cette date correspond à la dernière campagne de fabrication d'enrobés à froid sur l'année 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Impacts sur le milieu naturel Mesures d'évitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.1
Prescription contrôlée : Mesures d'évitement: Les mesures d'évitement concernent 6 secteurs : <ul style="list-style-type: none">• (1) maintien en l'état du boisement nord-est et d'une bande de terrain qui abrite des terres cultivées ainsi qu'une saulaie au sein d'une petite zone humide. Ces milieux font l'objet d'une gestion écologique et d'aménagements écologiques détaillés ci-après (15) ;• (2) maintien en l'état des haies arborées et des prairies nord-ouest. Les prairies font également l'objet d'une gestion écologique détaillée ci-après (16) ;• (3) maintien en l'état de la double haie arborée séparant la zone d'extraction de la zone de stockage des matériaux stériles :<ul style="list-style-type: none">. côté sud (fosse d'extraction), une bande inexploitée d'une largeur minimale de 20 mètres (occupée par les aménagements de protection et de sécurité : merlon et piste) est conservée entre le front de taille et le pied de la haie ;. au nord (zone de stockage des matériaux stériles), une bande non remblayée d'une largeur minimale de 10 mètres est maintenue et gérée en prairie de fauche ;• (4) maintien en l'état de la ripisylve de la Bouzanne. Une mesure de réduction d'impact détaillée ci-après (11) est également mise en place sur ce secteur ;• (5) maintien en l'état des anciens fronts qui abritent le Grand-duc d'Europe. Ce secteur fait également l'objet d'une mesure de réduction d'impact détaillée ci-après (10) ;• (6) maintien en l'état de la partie ouest de la zone humide au niveau d'une ancienne jachère située en limite ouest de la nouvelle zone de stockage des matériaux stériles sur une surface d'environ 1 hectare (bande d'une largeur de 50 mètres environ). Ce secteur fait également l'objet d'une gestion écologique et d'un aménagement détaillés ci-après (17).
Constats : Les mesures d'évitement des 6 secteurs ont été réalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.2
<p>Prescription contrôlée : Mesures de réduction de l'impact:</p> <p>Les 6 mesures de réduction de l'impact sur l'environnement suivantes sont mises en place durant l'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (7) protection des haies périphériques : afin d'éviter toute dégradation des haies conservées en limite d'emprise, aucun dépôt de matériaux (stockage de matériaux stériles, merlon, piste, ...) n'est effectué à moins de 2 mètres du pied de la haie et à moins de 10 mètres du pied côté nord de la double haie (cf. mesure d'évitement (3) ci-dessus) ; • (8) coupe des arbres et des buissons en dehors de la période de nidification des oiseaux et d'élevage des jeunes (de début mars à fin juillet) ; • (9) réalisation des travaux de décapage en dehors de la période de nidification des oiseaux et d'élevage des jeunes (de début mars à fin juillet) ; • (10) gestion des anciens fronts abritant le Grand-duc d'Europe : afin de limiter le dérangement de cette espèce durant sa période de reproduction, le déversement de matériaux stériles à l'ouest des fronts occupés par le Grand-duc et l'exploitation des fronts situés à l'est, ne sont effectués que de début juin à fin janvier (cf. mesure d'évitement (5) ci-dessus) ; • (11) arrosage de la piste en bordure de la ripisylve : afin de limiter l'empoussièrement de la ripisylve, un arrosage régulier de la piste située en bordure et de la piste contiguë (piste d'accès pour le déversement des matériaux stériles) est réalisé en période sèche (cf. mesure d'évitement (4) ci-dessus) ; • (12) éradication de la Renouée du Japon : l'exploitant prend les mesures nécessaires visant à éviter l'expansion de cette espèce invasive sur les terrains remaniés, voire à éradiquer les stations présentes dans l'emprise du site. <p>Constats : Dans le cadre d'une exploitation des fronts situés à l'Est des anciens fronts, l'exploitant déterminera, en collaboration avec Indre Nature, une zone sur laquelle l'exploitation sera réalisée exclusivement de début juin à fin janvier afin de limiter le dérangement du Grand-duc durant sa période de reproduction. Le plan de cette zone sera transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Aucune mesure n'a été prise par l'exploitant pour éviter l'expansion de la Renouée du Japon.</p> <p>Observations : La coupe des arbres et des buissons est effectuée au mois de septembre par la société Christophe MANOUX.</p> <p>Le dernier décapage a été réalisée par la société GEOBTP en janvier 2018.</p> <p>L'exploitant souhaite exploiter le reste de gisement qui se situe sur les fronts à l'Est des anciens fronts occupés par le Grand-duc. Cependant il convient de déterminer une zone sur la quelle cette exploitation devra être réalisée exclusivement de début juin à fin janvier afin de limiter le dérangement de cette espèce durant sa période de reproduction. Vu que le Grand-duc est suivi sur la carrière par l'association Indre Nature, il est préférable que cette zone soit déterminée en collaboration avec Indre Nature.</p> <p>Aucune mesure n'a été prise par l'exploitant pour éviter l'expansion de la Renouée du Japon. Ce sujet avait été évoqué à la CSS du 4 mars 2020. Il avait été convenu lors de cette commission qu'un travail devait être mené entre les mairies, le syndicat mixte pour l'aménagement de la Bouzanne, le conseil départemental et le conservatoire d'espaces naturels sur les mesures à adopter pour éviter l'expansion de la renouée du Japon. L'exploitant précise qu'il est sans nouvelle des résultats de ces travaux et qu'il attend ces résultats pour mettre en place des actions.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Impacts sur le milieu naturel Mesures de compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.3
Prescription contrôlée : Mesures de compensation: En compensation de la disparition d'un secteur abritant des espèces florales menacées (Gastridie ventrue et Renoncule des champs), l'exploitant met en place durant la première phase quinquennale d'exploitation la mesure compensatoire suivante : <ul style="list-style-type: none">• (13) mise en place d'un conservatoire de plantes messicoles (avec récolte des graines des plantes impactées)<ul style="list-style-type: none">. sur un secteur (de 100 x 50 m² environ) situé en dehors de l'emprise foncière autorisée mais à proximité immédiate des terrains sur lesquels ces espèces ont été observées par le biais d'une convention établie avec le propriétaire des terrains concernés,. ou à défaut au niveau de la bande de terrain conservée entre la zone de stockage est des matériaux stériles et le boisement nord-est (cf. mesures d'évitement (1) ci-dessus). En compensation de la disparition partielle de la zone humide située au niveau de la zone de stockage nord-est des matériaux stériles (soit environ 2 hectares), l'exploitant met en place la mesure compensatoire suivante : <ul style="list-style-type: none">• (14) création de zones humides : l'exploitant aménage 6 mares sur une surface d'environ 500 m² chacune :<ul style="list-style-type: none">. une mare sur la partie zone humide qui est conservée (cf. mesure d'évitement (6) ci-dessus et mesure d'accompagnement (17) ci-dessous). une mare au niveau de la bande de terrain conservée au nord-est (cf. mesure d'évitement (1) ci-dessus et mesure d'accompagnement (15) ci-dessous). deux mares au niveau de la zone de stockage ouest des matériaux stériles (cf. mesure d'accompagnement (18) ci-après). une mare abreuvoir sur la zone de stockage est des matériaux stériles (cf. mesure d'accompagnement (19) ci-après). une mare au niveau de l'ancienne exploitation (cf. mesure d'accompagnement (20) ci-après).
Constats : Les mesures de compensation réalisables en fonction de l'avancement d'exploitation actuel sont en place.
Observations : L'exploitant a choisi de mettre en place le conservatoire de plantes messicoles au niveau de la bande de terrain conservée entre la zone de stockage Est des matériaux stériles et le boisement Nord-est. L'exploitant a précisé que la mare abreuvoir sera mise en place sur la zone de stockage Est des matériaux stériles lorsque celle-ci sera finalisée. A ce jour, cette zone de stockage n'est pas assez avancée.
Type de suites proposées : Sans suite